

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Richard FRAS
Responsable du département
Achats Généraux du GHT

**Cellule des Marchés
Publics**
02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
Sandrine SAUPE
Coordinatrice Achats
02 32 73 35 22
Sandrine.saupe@ch-havre.fr

Richard FRAS
Acheteur
02 32 41 64 75
[richard.fras@ch-pont-
audemer.fr](mailto:richard.fras@ch-pont-audemer.fr)

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

AUDIT DE L'ORGANISATION DE LA FONCTION ACHATS ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE DU GHT

Numéro de la consultation : 25DAHL022

PROCÉDURE ADAPTÉE

Selon les articles L 2123-1 & R. 2123-1 du Code de la Commande Publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD Les Escalles (Le Havre)
- EHPAD La Belle Etoile (Montivilliers)

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la réalisation d'un audit de la fonction Achats et de l'organisation de la commande publique au sein des sept établissements du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Estuaire de la Seine.

Cet audit portera sur l'efficacité de l'organisation de la fonction Achats mutualisée, jusqu'à l'exécution des marchés dans les établissements. L'optique à ce stade n'est pas de qualifier l'efficacité des organisations Approvisionnement en place dans chaque établissement, mais de vérifier que l'organisation et les consignes données par le GHT sont correctement appliquées et conformes à la réglementation.

Il s'agit ainsi de définir des recommandations et un plan d'actions pour améliorer l'efficacité de l'organisation de la fonction Achats de territoire et garantir la sécurité juridique de ses acteurs.

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

79212000-3	Services d'audit
79419000-4	Services de conseil et d'évaluation

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure adaptée, en application des articles R. 2123 du code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

Le présent marché est un marché public soumis aux dispositions de l'article L. 1111-2 du Code de la Commande Publique. Le montant maximum du marché est fixé à 220 999.00 € HT, selon le seuil des procédures adaptées. Ce montant est indiqué afin de garantir que la procédure respecte le seuil d'une procédure adaptée.

3.5 Marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables susceptibles d'être passés ultérieurement

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires. Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.6 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne l'ensemble des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine.

Lieux d'exécution : Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes des établissements suivants :

- le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ;
- le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- le Groupe Hospitalier du Havre ;
- le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ;
- le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;
- l'EHPAD des Escales (Le Havre) ;
- l'EHPAD de la Belle Etoile (Montivilliers).

3.7 Décomposition

3.7.1 Allotissement

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

3.7.2 Tranches ferme et optionnelles

Les prestations feront l'objet d'un marché à tranches optionnelles passées en application des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique.

- Tranche ferme :

Audit de la Fonction Achat mutualisée, jusque l'exécution des marchés dans les établissements. L'optique à ce stade n'est pas de qualifier l'efficacité des organisations Approvisionnement en place dans chaque établissement, mais de vérifier que l'organisation et les consignes données par le GHT sont correctement appliquées et conformes à la réglementation.

Il s'agit ainsi de définir des recommandations et un plan d'actions pour améliorer l'efficacité de l'organisation de la fonction Achats de territoire et garantir la sécurité juridique de ses acteurs.

- **Les prestations pourront faire l'objet d'une première vague de tranches optionnelles, une par département ou service :**
Accompagnement des départements ou services de la Fonction Achats Mutualisés dans la mise en œuvre du plan d'actions
 - o Tranche 1 : la Direction des Achats du GHT et la Cellule des marchés
 - o Tranche 2 : le Département Produits de santé
 - o Tranche 3 : le Département Biomédical et Laboratoire
 - o Tranche 4 : le Département Achats Généraux
 - o Tranche 5 : le Département Travaux Prestations techniques et Energies
 - o Tranche 6 : le Département Informatique et Téléphonie
- **Les prestations pourront faire l'objet d'une seconde vague de tranches optionnelles, une par établissement et ou filières d'approvisionnement :**
De l'estimation des besoins d'approvisionnement au mandatement des factures. Le but de cette prestation est d'effectuer un état des lieux de la Fonction approvisionnement des établissements, de proposer des scénarii d'amélioration des process et à l'issue un plan d'actions dans un cadre cohérent et réaliste.

Groupe Hospitalier du Havre :

- o Tranche 7 : Direction des Achats et de la Logistique
- o Tranche 8 : Direction des Travaux et du Patrimoine
- o Tranche 9 : Service Biomédical et Service Informatique et téléphonie
- o Tranche 10 : Service Laboratoire
- o Tranche 11 : Service Pharmacie
- o Tranche 12 : Direction des Ressources Humaines et Direction des Affaires médicales
- o Tranche 13 : Direction des Finances
- o Tranche 14 : le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- o Tranche 15 : le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)

Le bordereau de prix remis par le candidat devra faire état de ce découpage.

3.7.3 Délai d'exercice des tranches optionnelles

Après la réalisation de la tranche ferme, le titulaire du marché pourra voir ses prestations prorogées par l'exécution d'une ou plusieurs tranches optionnelles.

Le délai pendant lequel ces tranches optionnelles peuvent être affermies est prévisionnellement fixé à 1 an à compter de la fin de la tranche précédente.

La décision d'activer chaque tranche optionnelle sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au titulaire au moins 30 jours avant leur mise en œuvre.

3.8 Option

Il n'est pas prévu d'option.

3.9 Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation. Les candidats peuvent également proposer une ou plusieurs variantes conformément aux articles R. 2151-8 et suivants du Code de la commande publique, permettant :

- d'améliorer l'adéquation avec les objectifs fixés,
- de diminuer les coûts,
- de modifier le découpage des tranches
- d'introduire une dimension environnementale et ou sociale plus importante.

Ces variantes feront l'objet d'un acte d'engagement, d'un bordereau de prix et d'une offre technique distincts de l'offre de base.

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ

Les missions afférentes au présent marché débiteront à la date de notification du marché ou à la date de démarrage fixée par la mise au point du marché validé par le GHT et par le titulaire du marché.

Le délai global prévisionnel de prestation est estimé entre 6 mois et 1 an pour la tranche ferme.

Le marché prendra fin lorsque l'ensemble des prestations seront réalisées, et en fonction d'un planning prévisionnel validé au démarrage de chaque tranche.

Le GHT Estuaire de la Seine souhaite une présentation des préconisations de la tranche ferme à mettre en œuvre au plus tard le 15 Mars 2026.

Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTR1) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques (CCTP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics **de prestations intellectuelles** (CCAG-PI) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- Les livrables produits par le titulaire dans le cadre de la mission d'audit ;
- Les bons de commande.

Article 6 CONTENU DES ÉLÉMENTS DE MISSION

CF Cahier des clauses techniques particulières, article 6

Article 7 MODALITES D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1 Délais d'exécution

Les missions afférentes au présent marché débiteront à la date de notification du marché ou à la date de démarrage fixée par la mise au point du marché validé par le GHT et par le titulaire du marché.

Le délai global prévisionnel de prestation est estimé entre 6 mois et 1 an pour la tranche ferme.

Le marché prendra fin lorsque l'ensemble des prestations seront réalisées, et en fonction d'un planning prévisionnel validé au démarrage de chaque tranche.

Le GHT Estuaire de la Seine souhaite une présentation des préconisations de la tranche ferme à mettre en œuvre au plus tard le 1er Mars 2026.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

7.2 Livrables et présentations

Quelle que soit la tranche, celle-ci se déroulera selon un calendrier prévisionnel détaillé établi par le titulaire et validé par le GHT avant tout démarrage de la mission.

Chaque tranche d'audit organisationnel se conclura par une phase de remise des livrables, au frais du titulaire :

- Une version informatique

- Au minimum, 2 versions papiers

Le contenu des livrables est détaillé dans le cahier des clauses techniques particulières.

Chaque tranche d'audit organisationnel réalisée fera l'objet d'une présentation en présentiel

- Au Directeur de l'établissement
- A l'équipe concernée (GHT ou établissement)

à l'aide d'un support simplifié, type diaporama ou autre, qui sera mis à la disposition du GHT

7.3 Vérification et admissions

Les vérifications et admissions des prestations sont effectuées par le représentant de l'établissement de santé, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

7.4 Utilisation des résultats

L'ensemble des états des lieux, des préconisations, des plans d'actions, documents et outils... seront à la fin du marché la propriété du GHT Estuaire de Seine. L'utilisation ou la non utilisation de ces résultats sera à la seule discrétion du GHT.

7.5 Confidentialité

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients ou du personnel des établissements.

Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, process utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

7.6 Charte de conformité au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

Le Titulaire s'engage à respecter la politique de sécurité et la charte d'accès et d'usage du système d'information du GHT Estuaire de la Seine notamment à :

- ne pas utiliser les documents et informations communiqués au Titulaire par l'établissement à d'autres fins que celles spécifiées au présent marché public,
- ne conserver aucune copie des documents et supports informatiques contenant des informations nominatives confiées par le GHT Estuaire de la Seine, et utilisés par le Titulaire pour les besoins de l'exécution du présent marché public, au-delà de l'issue du travail nécessitant ces documents et/ou supports informatiques,
- ne pas communiquer les documents et informations divulgués à l'occasion de l'exécution du présent marché public à d'autres personnes, privées ou publiques, physiques ou morales, sauf selon demande écrite du GHT Estuaire de la Seine,
- limiter au strictement indispensable les échanges de données et les effectuer au maximum par écrit.

De plus, le Titulaire s'engage à ne pas divulguer les données nominatives et les données résultants des patients, qui sont considérées comme confidentielles.

Article 8 PRIX DU MARCHÉ

Les prix forfaitaires par tranche sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quel que titre que ce soit.

Ils comprennent toutes les charges concernant les prestations, notamment l'ensemble des frais portant sur le transport des intervenants jusque dans nos locaux, quels que soient les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire

de l'Estuaire de la Seine, les frais de déplacement, d'hébergement, d'hôtellerie, d'administration, de fourniture de livrables, d'assurance...

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

Conformément aux articles R. 2112-8 et R. 2112-9 du Code de la commande publique, les prix proposés pour l'ensemble de cette consultation sont fermes et actualisables selon la formule suivante :

Prix actualisé = prix initial x (indices à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois) / indices de la date de fixation du prix dans l'offre)

Indice utiliser : Indice Syntec

Article 9 AVANCE

9.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire selon les modalités de l'article R 2191-3 du Code de la commande publique. L'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI est retenue.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considérera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance prévue au Code de la Commande Publique, pour le titulaire, correspond au montant des prestations lui incombant.

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées dans le Code de la Commande Publique sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues dans le Code de la Commande Publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

9.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 10 GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie ne sera appliquée.

Article 11 ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

12.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées au budget d'exploitation du Groupement Hospitalier de territoire Estuaire de la Seine.

Seul le Groupe Hospitalier du Havre, en tant qu'établissement support, sera facturé dans le cadre de l'exécution du marché, conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procèdera pour le compte du GHT, au règlement du service fait.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

12.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

12.3 Délai global de paiement

Conformément à l'article R 2192-11 du Code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément aux articles R 2192-27 et suivants du Code de la commande publique, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément l'article L 2192-12 du Code de la commande publique, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

12.4 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

12.5 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la date d'exécution des prestations,
- la nature des prestations exécutées,
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète,
- le montant hors taxe des services en question éventuellement ajusté ou remis à jour,

- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant total TTC des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations,
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-PI.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
 - Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
 - Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le titulaire devra déposer ses factures via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous le code service du Groupe Hospitalier du Havre « DAHL ».

Article 13 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation et quel que soit leur montant, selon les dispositions suivantes :

L'application ou la non application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché.

Les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

12.1 Pénalités de retard

$$P=(V \times R)/100$$

P= Montant de la pénalité

V=Valeur des prestations non réalisées dans le délai contractuel

R= Nombre de jours calendaire de retard

12.2 Changement d'intervenants après la notification du marché

A chaque changement d'intervenants après la notification du marché, le titulaire encourt une pénalité de 1 500€ HT.

12.3 Non-respect des consignes de confidentialité

Un forfait de 1 000€ HT sera appliqué par cas constaté de non-respect des consignes de confidentialité.

Article 14 EXÉCUTION PAR DÉFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation ou si le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, le Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine se réserve le droit faire exécuter les prestations concernées par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par l'établissement support du GHT seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers du Groupe Hospitalier du Havre.

Article 15 MODIFICATION DU MARCHÉ

15.1 Avenants

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R. 2194 du Code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- l'ajout, le retrait ou la substitution de prestations ;
- l'augmentation ou la diminution des quantités de prestations prévues initialement au marché ;
- la modification de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- des adaptations techniques éventuelles.

15.2 Avenant de transfert

En cas de changement de dénomination sociale, de statut de la société, ou de rachat, le titulaire du marché doit, **impérativement et dans les meilleurs délais**, transmettre **par écrit** les informations nécessaires à la rédaction de l'avenant de transfert, dans le respect de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique.

Article 16 PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 17 RÉSILIATION

Seules les stipulations du CCAG-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 18 LITIGES

18.1 Compétence juridictionnelle

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

18.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ 02 35 58 35 00 ; 📠 02 35 58 35 03

Article 19 DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Article 5	Pièces contractuelles du marché	Dérogation à l'article 4 du CCAG-PI
Article 7	Prix	Dérogation à l'article 10 du CCAG-PI
Article 12	Pénalités	Dérogation à l'article 14 du CCAG-PI
Article 14	Exécution par défaut	Dérogation à l'article 27 du CCAG-PI

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 19 septembre 2025